

De: Christophe VIORNERY [C.VIORNERY@alternativepost.fr]

Envoyé: vendredi 21 décembre 2007 11:06

À: Accesbal

Objet: Réponses de ALTERNATIVE POST à la consultation publique de l'ARCEP

Importance: Haute

Madame, Monsieur,

En tant qu'opérateur postal privé autorisé, nous vous remercions pour l'initiative de cette consultation publique qui doit, nous l'espérons tous, faire avancer les choses sur la problématique de l'accès aux boîtes aux lettres.

Voici nos réponses à vos questions :

Question 1 : Quels commentaires ou informations complémentaires souhaitez-vous apporter à cette description ?

La description de la situation est plutôt conforme à la réalité mais nous souhaitons mettre en avant les trois points qui nous paraissent primordiaux :

- C'est la législation (Article L.111-6-3 du code de la construction et de l'habitation) qui impose la permission d'accès aux boîtes aux lettres particulières pour les opérateurs privés titulaires d'une autorisation ARCEP.
- Les conséquences de ces difficultés d'accès touchent non seulement les prestataires sur un plan commercial mais également les possesseurs des boîtes aux lettres inaccessibles qui ne peuvent ainsi bénéficier d'un service pourtant ouvert à tous. Il y a donc création d'inégalité entre les individus.
- Les surcoûts engendrés par ces difficultés d'accès (indemnisation de prestation non réalisée, repositage dans le réseau La Poste, etc...) sont actuellement pris en charge par les opérateurs postaux privés autorisés et vont à l'encontre de l'ouverture à la concurrence du marché de la distribution.

Question 2 : Quelles sont les caractéristiques opérationnelles d'une activité qui justifient un accès natif ? A quelles activités la pratique des codes natifs pourrait-elle / devrait-elle être réservée ?

Il ne nous appartient pas d'émettre de jugement sur des activités autres que celle que nous pratiquons.

Il est simplement essentiel que l'application de la loi soit respectée pour les activités qui sont concernées par cette loi.

Ainsi, les opérateurs privés et autorisés de distribution postale sont de fait, à notre avis et dans un souci d'égalité de traitement avec l'opérateur historique, éligibles à un accès natif.

Le système de contrôle d'accès Vigik a été conçu comme une solution technologique à une problématique de sécurité en tant que dispositif d'ouverture contrôlée et sélective et non pas de fermeture comme le rappelle votre description. Utilisons donc cette sélectivité offerte par la technologie mise en place pour autoriser de manière native, c'est-à-dire identique au prestataire du service universel, les opérateurs postaux privés autorisés selon l'article L.3 du code des postes et des communications électroniques. Les garanties et la traçabilité apportées pour obtenir l'autorisation sont suffisantes nous semble-t-il pour justifier l'obtention de cet accès natif.

Question 3. Quelles mesures sont à envisager pour que les porteurs et colporteurs de presse « agissant pour le compte d'une entreprise de presse ou d'une société de portage de presse, titulaire de l'autorisation prévue à l'article L. 3 du code des postes et des communications électroniques » puissent exercer leur activité ?

Pas de commentaire sur cette question si ce n'est que pour assurer l'équité et le maintien de la raison d'être de ces systèmes de contrôle d'accès, la mise en place d'une autorisation avec des contraintes similaires à ce qui a été exigé pour la distribution du courrier semble être la seule issue pour faciliter l'accès aux boîtes aux lettres par ce type d'entreprise.

Question 4. Quelles solutions sont envisageables pour développer une pratique transparente et organisés sur les codes natifs ?

Notre point de vue est que la délivrance d'une autorisation, avec l'ensemble des obligations et devoirs s'y rapportant, doit automatiquement comporter un droit d'accès au code natif sur les zones couvertes par l'autorisation.

Il est par contre tout à fait normal que les entreprises privées concernées aient à investir dans un système qui permette d'activer quotidiennement les badges. Ceci afin de permettre l'accès ponctuel et limité dans le temps à leurs facteurs tout en garantissant la sécurité des personnes et des biens par le fait que tout badge non activé, perdu ou volé, devienne inopérant le lendemain voire en fin de journée (grâce aux plages horaires d'accès qui seront déclarées).

La technologie existe, est en place dans un nombre grandissant d'immeubles, et semble avoir fait ses preuves, il est donc stérile de ne pas vouloir l'utiliser pour résoudre ce problème.

Seul un blocage politique ou d'intérêt qui ne doit pas avoir cours sur ce type de problématique peut expliquer la non résolution de cette question par la technologie, la loi étant déjà suffisamment explicite et claire sur le sujet.

De plus, la fermeture des gestionnaires d'accès à cette obtention des codes natifs conduit à leur contournement quasi systématique, ce qui est confirmé dans votre description, et donc à la perte d'intérêt du système lui-même en raison de la dégradation du niveau de sécurité finalement offert aux résidents.

Question 5. Comment les codes natifs des systèmes Vigik déjà installés devraient-ils être partagés ou redistribués entre La Poste, les autres opérateurs autorisés et les porteurs de presse pour respecter le principe d'accès selon des modalités identiques ?

L'attribution aux opérateurs autorisés du code natif de La Poste au titre de son activité de distribution des envois de correspondance nous semble être le meilleur moyen et le plus équitable pour assurer à ceux-ci le même traitement pour une activité identique.

La règle doit être la suivante : un code natif étant dédié à une activité, la distribution postale en boîte aux lettres reçoit ce code, qu'il s'agisse de La Poste ou d'un opérateur privé autorisé.

En ce qui concerne les porteurs de presse, nous ne pouvons nous prononcer mais les solutions apportées en réponse à la question 3 doivent permettre d'avancer sur le sujet.

Question 6. Quelles autres solutions que le partage ou la redistribution de codes natifs existants pourraient être envisagées pour permettre, un accès immédiat et sans coût, selon des modalités identiques, aux opérateurs postaux autorisés et aux porteurs de presse ?

Malheureusement, étant donné l'importance du parc déjà installé, le coût et la mise en œuvre complexe de nouveaux codes natifs, aucune autre solution que le partage des codes natifs existants ne semble envisageable, à notre sens, sans remettre en cause l'équité de traitement entre les opérateurs et la garantie du niveau de sécurité offert aux résidents.

Question 7. Dans quelles conditions les opérateurs postaux ou leurs filiales peuvent-ils utiliser leur accès natif pour d'autres activités de distribution que celles visées à l'article L5-10 ?

Notre réponse à cette question est facile car nous n'exerçons que l'activité de distribution d'envois postaux. Néanmoins, et dans un souci de transparence, il nous semble cohérent de ne pas étendre les accès natifs de manière systématique à d'autres activités. Si celles-ci deviennent demandeuses de tels accès, il convient alors d'étudier les tenants et aboutissants de telles demandes et de regarder à ce moment quels sont les types d'agréments à délivrer au titre de ces activités mais l'application du principe « un code = une activité » nous semble le seul capable de maintenir l'efficacité du système si la règle d'équité entre les différents acteurs autorisés d'une même activité est respectée.

La traçabilité demandée pour l'autorisation de distribution peut éventuellement servir de moyen de contrôle au sein des opérateurs qui proposent d'autres activités de distribution.

Question 8. Quelles sont les évolutions souhaitables de la gouvernance du système Vigik ?

Il nous semble indispensable que la présence des représentants d'opérateurs privés soit intégrée dans la gouvernance du système Vigik au titre du 2^{ème} collège avec au minimum une minorité de blocage au sein de ce collège. A travers le Syndicat des Opérateurs Postaux pourquoi pas, mais pas seulement, pour ne pas forcer un opérateur postal privé et autorisé à adhérer à ce syndicat indépendant.

Question 9. Quelle(s) solution(s) pourrai(en)t / devrai(en)t être envisagée(s) pour organiser l'accès, des services d'urgence et de sécurité, aux immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès ?

Nous ne sommes pas compétents pour répondre sur ce point.

Question 10. Quelles autres formes pourrait prendre un référentiel de bonnes pratiques ? à quelle(s) catégorie(s) d'opérateur(s) ou de prestataires de services devrait-il s'appliquer ?

A part de s'inspirer des obligations contenues dans le dossier d'autorisation pour la distribution postale, nous ne sommes pas compétents pour répondre sur ce point. Il est clair que les sociétés privées qui auront accès aux systèmes Vigik devront se conformer à un guide ou un référentiel de ce type au même titre que La Poste d'ailleurs.

Question 11. Quelle(s) catégorie(s) d'opérateurs devrai(en)t bénéficier d'un code service unique pour l'ensemble de leur catégorie ?

Nous ne sommes pas compétents pour répondre sur ce point.

Nous espérons que nos réponses permettront de faire avancer les choses sur l'accès aux boîtes aux lettres qui est indispensable pour notre activité et qui relève en tous cas de l'ouverture à la concurrence du marché de la distribution postale dans le respect des législations nationale et européenne.

Vous remerciant encore pour votre action et dans l'attente des effets de cette consultation publique, nous vous prions d'accepter, Madame, Monsieur, l'expression de nos plus sincères salutations.

Christophe VIORNERY

ALTERNATIVE POST

17bis Impasse Saint Eusèbe

69003 LYON

Tél: 04 78 53 32 61

Fax : 04 78 53 50 46

c.viornery@alternativepost.fr